

**Loi n° 92-597 du 1^{er} juillet 1992 relative au
Code de la propriété intellectuelle
(partie législative)
(J.O. du 3 juillet 1992)**

Art. 1^{er} Les dispositions annexées à la présente loi constituent le Code de la propriété intellectuelle (partie législative).

Art. 2. Les références contenues dans les dispositions de nature législative à des dispositions abrogées par l'article 5 de la présente loi sont remplacées par des références aux dispositions correspondantes du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 3. Les dispositions du Code de la propriété intellectuelle (partie législative) qui citent en les reproduisant des articles d'autres codes sont de plein droit modifiées par l'effet des modifications ultérieures de ces articles.

Art. 4. La présente loi est applicable aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte.

Art. 5. Sont abrogés :

- les articles 418, 422, 422-1, 422-2, 423-1, 423-2, 423-5 et 425 à 429 du Code pénal ;
- les articles 1^{er} à 16 de la loi du 14 juillet 1909 sur les dessins et modèles ;
- la loi du 3 février 1919 prorogeant, en raison de la guerre, la durée des droits de propriété littéraire et artistique ;
- l'article 1^{er} de la loi du 4 avril 1931 rendant applicables aux Français, en France, les dispositions des conventions internationales qui seraient plus favorables que celles de la loi interne pour protéger les droits dérivant de la propriété industrielle ;
- la loi n° 51-444 du 19 avril 1951 créant un Institut national de la propriété industrielle ;
- la loi n° 51-1119 du 21 septembre 1951 concernant la prorogation, en raison de la guerre, de la durée des droits de propriété littéraire et artistique et abrogeant la loi validée du 22 juillet 1941 relative à la propriété littéraire ;
- la loi n° 52-300 du 12 mars 1952 réprimant la contrefaçon des créations des industries saisonnières de l'habillement et de la parure ;
- la loi n° 57-298 du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique ;
- la loi n° 57-803 du 19 juillet 1957 instituant une limitation des saisies-arêts en matière de droit d'auteur ;

stuelle n'autorisant, aux termes
l'une part, que les "copies ou
s à l'usage privé du copiste et
ective" et, d'autre part, que les
un but d'exemple et d'illustra-
duction intégrale ou partielle
teur ou de ses ayants droit ou
(2-4).
duction, par quelque procédé
ontrefaçon sanctionnée par les
e de la propriété intellectuelle.

DAT - 1995

eu à la diffusion légale prévue à l'article

on des dispositions de la convention de propriété industrielle, les étrangers dont nt est situé en dehors du territoire où le uissent du bénéfice du présent titre, sous bénéfice de la réciprocité de protection angers sont ressortissants.

le propriété industrielle protégeant les délivrés pour une durée de vingt ans à la demande ;
livrés pour une durée de six ans à compter nde ;
itaires de protection rattachés à un brevet à l'article L. 611-3, prenant effet au terme de rattachent pour une durée ne pouvant de ce terme et dix-sept ans à compter de la de mise sur le marché mentionnée à ce

t livre concernant les brevets sont appli- lité à l'exception de celles prévues aux 5 et au premier alinéa de l'article L. 612- ix certificats complémentaires de protection évués aux articles L. 611-12, L. 612-1 à 512-15, L. 612-17, L. 612-20, L. 613-1 et

étaire d'un brevet d'invention produisant nt pour objet un médicament, un procédé ent, un produit nécessaire à l'obtention de édé de fabrication d'un tel produit peut, s pour la réalisation d'une spécialité phar- d'une autorisation de mise sur le marché s L. 601 ou L. 617-1 du Code de la santé sa délivrance, obtenir, dans les formes et snt livre et précisées par décret en Conseil plémentaire de protection pour celles des ndant à cette autorisation.

ndes de brevet et brevets déposés avant le mis aux règles applicables à la date de leur

s du présent livre sont applicables à l'exer- le ces brevets et demandes de brevet, ainsi uction des demandes de brevet pour lesquel-

les le premier projet d'avis documentaire n'a pas été établi avant le 1^{er} juillet 1979.

Art. L. 611-5. Les certificats d'addition demandés antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi n° 90-1052 du 26 novembre 1990 relative à la propriété industrielle restent soumis aux règles applicables à la date de leur demande.

Toutefois, l'exercice des droits en résultant est régi par les dispositions du présent livre.

Section II Droit au titre

Art. L. 611-6. Le droit au titre de propriété industrielle mentionné à l'article L. 611-1 appartient à l'inventeur ou à son ayant cause.

Si plusieurs personnes ont réalisé l'invention indépendamment l'une de l'autre, le droit au titre de propriété industrielle appartient à celle qui justifie de la date de dépôt la plus ancienne.

Dans la procédure devant le directeur de l'Institut national de la propriété industrielle, le demandeur est réputé avoir droit au titre de propriété industrielle.

Art. L. 611-7. Si l'inventeur est un salarié, le droit au titre de propriété industrielle, à défaut de stipulation contractuelle plus favorable au salarié, est défini selon les dispositions ci-après :

1° Les inventions faites par le salarié dans l'exécution, soit d'un contrat de travail comportant une mission inventive qui correspond à ses fonctions effectives, soit d'études et de recherches qui lui sont explicitement confiées, appartiennent à l'employeur. Les conditions dans lesquelles le salarié, auteur d'une telle invention, bénéficie d'une rémunération supplémentaire sont déterminées par les conventions collectives, les accords d'entreprise et les contrats individuels de travail.

Si l'employeur n'est pas soumis à une convention collective de branche, tout litige relatif à la rémunération supplémentaire est soumis à la commission de conciliation instituée par l'article L. 615-21 ou au tribunal de grande instance.

2° Toutes les autres inventions appartiennent au salarié. Toutefois, lorsqu'une invention est faite par un salarié (L. n° 94-102 du 5 fév. 1994, art. 22) «soit dans le cours de l'exécution de ses fonctions», soit dans le domaine des activités de l'entreprise, soit par la connaissance ou l'utilisation des techniques ou de moyens spécifiques à l'entreprise ou de données procurées par elle, l'employeur a le droit, dans des conditions et délais fixés par décret en Conseil d'Etat, de se faire attribuer la propriété ou la jouissance de tout ou partie des droits attachés au brevet protégeant l'invention de son salarié.

~~AD L 6118~~

Le salarié doit en obtenir un juste prix qui, à défaut d'accord entre les parties, est fixé par la commission de conciliation instituée par l'article L. 615-21 ou par le tribunal de grande instance : ceux-ci prendront en considération tous éléments qui pourront leur être fournis, notamment par l'employeur et par le salarié, pour calculer le juste prix tant en fonction des apports initiaux de l'un et de l'autre que de l'utilité industrielle et commerciale de l'invention.

3° Le salarié auteur d'une invention en informe son employeur qui en accuse réception selon des modalités et des délais fixés par voie réglementaire.

Le salarié et l'employeur doivent se communiquer tous renseignements utiles sur l'invention en cause. Ils doivent s'abstenir de toute divulgation de nature à compromettre en tout ou en partie l'exercice des droits conférés par le présent livre.

Tout accord entre le salarié et son employeur ayant pour objet une invention de salarié doit, à peine de nullité, être constaté par écrit.

4° Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

5° Les dispositions du présent article sont également applicables aux agents de l'Etat, des collectivités publiques et de toutes autres personnes morales de droit public, selon des modalités qui sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

Art. L. 611-8. Si un titre de propriété industrielle a été demandé, soit pour une invention soustraite à l'inventeur ou à ses ayants cause, soit en violation d'une obligation légale ou conventionnelle, la personne lésée peut revendiquer la propriété de la demande ou du titre délivré. L'action en revendication se prescrit par trois ans à compter de la publication de la délivrance du titre de propriété industrielle. Toutefois, en cas de mauvaise foi au moment de la délivrance ou de l'acquisition du titre, le délai de prescription est de trois ans à compter de l'expiration du titre.

Art. L. 611-9. L'inventeur, salarié ou non, est mentionné comme tel dans le brevet ; il peut également s'opposer à cette mention.

Section III
Inventions brevetables

Art. L. 611-10. 1° Sont brevetables les inventions nouvelles impliquant une activité inventive et susceptibles d'application industrielle.
2° Ne sont pas considérées comme des inventions au sens du premier alinéa du présent article notamment :

- a) les découvertes ainsi que les théories scientifiques et les méthodes mathématiques ;

- b) les créations esthétiques,
- c) les plans, principes ainsi que les programmes de présentation,
- d) les présentations.

3° Les dispositions relatives à la brevetabilité des éléments de mesure où la démarcation des éléments considérés.

Art. L. 611-11. Un
n'est pas comprise
L'état de la technique
au public avant la
description écrite c
Est également cons
contenu de deman
européen ou intern
déposées, qui ont u
second alinéa du pr
ou qu'à une date p
Les dispositions de
pour la mise en œu
d'une substance o
à condition que sc
ne soit pas conten

Art. L. 611-12. Si le brevet n'a pas fait partie de l'état de la technique au moment de sa délivrance, il n'a pas d'effets économiques. Il ne peut être accordé que si cet Etat accorde, pour un brevet français ou étranger, une protection désignant la

Art. L. 611-13. P
tion de l'inventio
suivants :
- si elle a lieu d
demande de brev
- si elle résulte
demande de brev
directement ou i
a) d'un abus évie
droit ;

Law No. 92-597 of 1st July 1992 relating to
The Intellectual Property Code
(legislative part)
(O.G. of 3rd July 1992)

Section II
Right to Title

Art. L. 611-6. The right to the industrial property title mentioned in Article L. 611-1 belongs to the inventor or to his legal successor.

If several persons have realized the invention independently of one another, the right to the industrial property title belongs to the person who proves the earliest filing date.

In the procedure before the Director of the Institut National de la Propriété Industrielle [National Industrial Property Institute], the applicant is deemed to have entitlement to the industrial property title.

Art. L. 611-7. If the inventor is an employee, the right to the industrial property title, failing a contractual stipulation that is more favourable to the employee, is defined according to the following provisions:

1. Inventions made by the employee in the performance, either of a contract of employment comprising an inventive task which corresponds to his actual duties, or of studies and research with which he has been explicitly entrusted, belong to the employer. The terms on which the employee, who is the author of such an invention, benefits from an additional remuneration, are determined by collective agreements, company agreements and individual contracts of employment.

If the employer is not subject to a collective industry agreement, any dispute relating to additional remuneration is referred to the conciliation committee established according to Article L. 615-21 or to the tribunal de grande instance [Civil High Court].

2. All other inventions belong to the employee. However, if an invention is made by an employee (L. no. 94-102 of 5th Feb. 1994, Art. 22) "either in the course of the performance of his duties", or in the field of the company's activities, or through knowledge or use of techniques or means specific to the company or information procured by it, the employer has the right, subject to the terms and time limits fixed by decree in the Council of State, to have ownership or enjoyment of all or part of the rights attached to the patent protecting his employee's invention attributed to him.

The employee must obtain a fair price for this which, failing agreement between the parties, is fixed by the conciliation committee established according to Article L. 615-21 or by the tribunal de grande instance [Civil High Court]: these shall take into consideration all the facts with which they may be provided, in particular by the employer and by the employee, in order to calculate the fair price in relation both to the initial contributions of each and the industrial and commercial usefulness of the invention.

3. The employee who is the author of an invention shall inform his employer of it, and the latter shall acknowledge receipt of it according to the procedures and within time limits fixed by means of regulation.

The employee and the employer must inform each other of any useful information relating to the invention in question. They must refrain from any disclosure which may entirely or partly compromise the exercise of the rights conferred by the present book.

Any agreement between the employee and his employer relating to an employee's invention must, on pain of nullity, be recorded in writing.

4. The procedures governing the application of the present article are fixed by decree in the Council of State.

5. The provisions of the present article are equally applicable to agents of the State, public authorities and any other corporate bodies governed by public law, according to the procedures which are fixed by decree in the Council of State.